KPMG S.A.
Parc Edonia - Bâtiment S
Rue de la Terre Victoria
CS 46806
35768 Saint-Grégoire Cedex
France

Mazars
Le Ouessant
9 rue Maurice Fabre
35000 Rennes
France

Lumibird S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Lumibird S.A.
2 rue Paul Sabatier - 22300 Lannion
Ce rapport contient 33 pages
Référence : VB-221-118

KPMG S.A.
Parc Edonia - Bâtiment S
Rue de la Terre Victoria
CS 46806
35768 Saint-Grégoire Cedex
France

Mazars
Le Ouessant
9 rue Maurice Fabre
35000 Rennes
France

Lumibird S.A.

Siège social : 2 rue Paul Sabatier - 22300 Lannion
Capital social : €.22 466 882

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de la société Lumibird S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lumibird S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont relatifs à la mission d'organisme tiers indépendant relative à la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

(note 4.3.3 de l'annexe aux comptes annuels)

Description du risque

Les titres de participation figurant au bilan de Lumibird S.A. au 31 décembre 2021 pour un montant net de 146 813 milliers d'euros.

Comme indiqué dans la note 4.3.3 de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la situation financière des sociétés le justifie notamment eu égard à la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows futurs actualisés (DCF), représentant la meilleure estimation par la direction de la valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres de participation requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer, notamment les prévisions et les taux de croissance et d'actualisation. Compte tenu de ces zones de jugement significatives, nous considérons l'évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit présentant un risque d'anomalie significative.

Travaux d'audit réalisés

Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation déterminé par la direction, sur la base des informations qui nous ont été communiquées nos travaux ont notamment consisté à :

- apprécier la pertinence de la méthodologie utilisée pour déterminer la valeur d'utilité ;

- apprécier, par entretien avec la direction, les principales hypothèses et modalités retenues dans le cadre de l'estimation des valeurs d'utilité, notamment les prévisions, le taux de croissance à long terme et le taux d'actualisation.

Comptabilisation du chiffre d'affaires des contrats à long terme
(note 4.4.1 de l'annexe aux comptes annuels)

Description du risque

Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 74 993 milliers d'euros au 31 décembre 2021 et la part des contrats à long terme représente une proportion importante. La société comptabilise les résultats sur ces contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note 4.4.1 de l'annexe.

Le montant de chiffre d'affaires et de marge à comptabiliser sur l'exercice, et éventuellement de provision pour perte à terminaison à la date de clôture, dépend de la capacité de l'entité à mesurer les coûts encourus sur un contrat et à estimer de manière fiable les coûts restant à engager jusqu'à la fin du contrat. Si le résultat à terminaison d'un contrat ne peut pas être déterminé de manière fiable, le chiffre d'affaires doit être limité au montant des coûts encourus dont il est probable qu'ils seront recouvrés.

Ces estimations sont réalisées par les chargés d'affaires sous le contrôle de la direction.

Compte tenu de la part relative des contrats à long terme au regard du chiffre d'affaires total et de la complexité des estimations s'y rapportant, nous avons considéré que la comptabilisation du chiffre d'affaires relative aux contrats long terme constituait un point clé de l'audit présentant un risque d'anomalies significatives.

Travaux d'audit réalisés

Nous avons examiné le caractère approprié des procédures de contrôle interne mises en place par la direction et notamment celles relatives aux coûts imputés par contrat ainsi que celles relatives aux coûts restants à encourir, permettant de couvrir les risques d'anomalies significatives que nous avons identifiés sur le chiffre d'affaires des contrats à long terme.

Par ailleurs, les contrats représentant la quasi-totalité du chiffre d'affaires à l'avancement, nous avons réalisé les diligences suivantes :

- rapprocher les données financières (chiffre d'affaires, facturation, coûts et encours de production) figurant dans les états de suivi du contrat élaborés par le contrôleur de gestion avec la comptabilité et les données contractuelles ;

- mener des entretiens avec le directeur des activités défense pour apprécier les coûts restants à encourir et le degré d'avancement du contrat déterminé sur lequel se fonde la comptabilisation du chiffre d'affaires ;
- confronter la pertinence des estimations réalisées et des informations transmises par le contrôleur de gestion en comparant les données prévisionnelles avec la performance réalisée ;
- effectuer une revue critique des données et des hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison et, le cas échéant la correcte détermination des pertes à terminaison.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Lumibird S.A. par les assemblées générales du 17 mai 2018 pour le cabinet KPMG et par l'Assemblée Générale du 4 mai 2021 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2021, le cabinet KPMG était dans la 4ème année de sa mission et le cabinet Mazars dans la 1ière année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le

cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des

lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce

Nous remettons au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

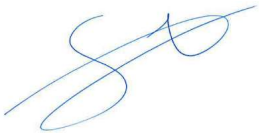
Rennes, le 30 mars 2022

KPMG S.A.

Vincent Broyé
Associé

Rennes, le 30 mars 2022

Mazars



Ludovic Sevestre
Associé

LUMIBIRD SA

SA au capital de 22 466 882 Euros.
Siège social : 2 rue Paul Sabatier, 22300 Lannion
RCS Saint Brieuc 970 202 719 – APE : 701070 Z
Exercice social du 1er Janvier au 31 Décembre

Comptes sociaux
Exercice 2021

SOMMAIRE

1. BILAN AU 31 DECEMBRE 2021 (EN K€) 2

2. COMPTE DE RESULTAT 2021 (EN K€) 4

3. PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT (EN K€) 4

4. ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX 5

4.1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES 5
4.1.1. PRINCIPES, REGLES 5
4.1.2. METHODES COMPTABLES 5
4.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 5
4.3. NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN 6
4.3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES 6
4.3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES 6
4.3.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES – TITRES DE PARTICIPATION 7
4.3.4. STOCKS ET EN-COURS 7
4.3.5. CREANCES 7
4.3.6. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT 7
4.3.7. CREANCES ET DETTES EN MONNAIES ETRANGERES 7
4.3.8. INDEMNITES RETRAITES 8
4.3.9. GARANTIE 8
4.3.10. AUTRES PROVISIONS 8
4.4. NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT 8
4.4.1. CHIFFRE D'AFFAIRES 8
4.4.2. CONTINUITE D'EXPLOITATION 8
4.5. SOCIETE CONSOLIDANTE 9
4.6. INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DE BILAN 10
Note 1 - Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles 10
Note 2 - Tableau des immobilisations financières 11
Note 3 – Stocks 12
Note 4 - Créances 13
Note 5 – Contrat de liquidité 14
Note 6 - Charges constatées d'avance 14
Note 7 - Variation des capitaux propres 15
Note 8 – Actions Gratuites 15
Note 9 - Provisions 16
Note 10 – Etat des dettes 17
Note 11 – Produits constatés d'avance 18
Note 12 – Produits à recevoir / Charges à payer 18
Note 13 – Ecart de conversion 19
4.7. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT 20
Note 14 - Chiffre d'affaires 20
Note 15 - achats consommés 20
Note 16 - dotations et reprises de provisions d'exploitation 21
Note 17 - Effectifs 21
Note 18 - Résultat financier 21
Note 20 - Résultat exceptionnel 22
Note 21 - Ventilation de l'impôt 22
Note 22 – Intégration fiscale 22
Note 24 - Opérations intervenues après la clôture 23
4.8. AUTRES INFORMATIONS 23
Note 25 - Exposition au risque de change 23
Note 26 - Engagements Hors bilan 24

1. Bilan au 31 Décembre 2021 (en K€)

En KE	Notes	BRUT	AMORT & PROV	NET 31/12/2021	NET 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				**-**	**-**
				-	-
Frais d'établissement			-	-	-
Frais de recherche & développement			-	-	-
Logiciels, concessions, brevets		23	(23)	0	0
Droits au bail			-	-	-
Fonds commerciaux			-	-	-
Autres immobilisations incorporelles		800	(566)	233	153
Immobilisations incorporelles en cours			-	-	-
Immobilisations incorporelles	Note 1	**822**	**(589)**	**233**	**153**
Terrains			-	-	-
Constructions		59	(9)	50	36
Installations techniques		117	(43)	73	83
Autres immobilisations corporelles		1 019	(880)	140	151
Immeubles de placement			-	-	-
Immobilisations corporelles en cours		62	-	62	4
Avances et acomptes sur immos corporelles			-	-	-
Immobilisations corporelles	Note 1	**1 257**	**(932)**	**325**	**274**
Titres de participation		155 946	(9 134)	146 813	143 967
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		8 449	(949)	7 500	-
Créances rattachées à des participations		21 247	-	21 247	22 500
Prêts		384	-	384	364
Dépôts et cautionnements versés		1 920	-	1 920	1 414
Autres créances immobilisées		-	-	-	2 183
Actions propres		2 976	-	2 976	2 962
Immobilisations financières	Note2	**190 921**	**(10 082)**	**180 839**	**173 388**
Actif immobilisé		**193 001**	**(11 603)**	**181 397**	**173 815**
Stocks et en-cours	Note 3 et 4	2 085	(82)	2 004	702
Avances et acomptes versés sur commandes	Note 5	3	-	3	1
Clients et comptes rattachés	Note 5	15 594	(95)	15 499	18 180
Autres créances	Note 5	69 431	(31)	69 400	47 795
Total actif circulant		**87 113**	**(208)**	**86 905**	**66 678**
Disponibilités	Note 9	62 548	(18)	62 530	54 468
Charges constatées d'avance	Note 6	749	-	749	785
Comptes de régularisation		1 270	-	1 270	1 847
TOTAL ACTIF		**344 680**	**(11 829)**	**332 851**	**297 593**

En KE	Notes	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES ET RESERVES			
Capital		22 467	22 467
Primes liées au capital		86 103	86 103
Ecart de réévaluation			
Réserves légales		2 247	1 843
Réserves pour plus-values à long terme			
Autres réserves		153	153
Report à nouveau		78 888	3 388
Résultat Net		3 829	75 904
Subventions			
Provisions réglementées			
Total capitaux propres et réserves	Note 7	**193 687**	**189 858**
AUTRES FONDS PROPRES			
Avances conditionnées			
Total fonds propres			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**607**	**852**
DETTES FINANCIERES			
Dettes financières		92 891	68 341
Dettes financières diverses		154	137
Total dettes financières	Note 9	**93 045**	**68 478**
Avances acomptes reçus sur commandes		**1 707**	**833**
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		34 964	25 078
Autres dettes		7 421	9 518
Total dettes d'exploitation	Note 9	**42 385**	**34 596**
Produits constatés d'avance	Note 10	914	2 510
Comptes de régularisation		507	466
TOTAL PASSIF		**-** **-** **332 851**	**297 593**

2. Compte de résultat 2021 (en K€)

En KE	Notes	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION			-
Montant net du chiffre d'affaires		**74 993**	**65 017**
Production stockée		1 158	201
Production immobilisée			-
Subventions d'exploitation		13	3
Reprise sur amortissements & provisions - transfert de charges		1 210	203
Autres produits		2 474	476
Autres produits d'exploitation		**4 855**	**882**
Total produits d'exploitation		**79 848**	**65 899**
CHARGES D'EXPLOITATION			-
Achats consommés		(47 968)	(38 836)
Autres achats et charges externes		(19 400)	(18 092)
Impôts taxes et versements assimilés		(500)	(503)
Salaires et traitements		(4 850)	(4 375)
Charges sociales		(2 164)	(2 026)
Dotations aux amortissements		(381)	(461)
Dotations aux provisions		(605)	(808)
Autres charges		(2 725)	(708)
Total charges d'exploitation		**(78 592)**	**(65 809)**
RESULTAT D'EXPLOITATION		**1 255**	**91**
Produits financiers		5 250	7 903
Charges financières		(3 962)	(2 630)
RESULTAT FINANCIER		**1 287**	**5 273**
Produits exceptionnels		5 287	82 165
Charges exceptionnelles		(5 128)	(12 028)
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**159**	**70 138**
Participation des salariés			-
IMPOT SUR LES BENEFICES		**1 127**	**403**
RESULTAT NET		**3 829**	**75 904**

3. Projet d'affectation du résultat (en K€)

En KE	Origine	Affectation	Distribution de dividendes	Après affectation
Origine				
Primes liées au capital	*86 103*			86 103
Réserve légale	*2 247*			2 247
Réserve pour plus-values nettes à long terme	*90*			90
Autres réserves	*153*			153
Report à nouveau	*78 888*	3 829		82 717
Résultat Net	*3 829*	(3 829)		-

4. Annexe des comptes sociaux

Les comptes sociaux de LUMIBIRD sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

Ils ont été arrêtés le 17 mars 2022 par le Conseil d'Administration.

4.1. Principes, règles et méthodes comptables

4.1.1.Principes, règles

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 8 septembre 2014, relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires en vigueur à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

4.1.2.méthodes comptables

Changement d'estimation

Néant

Changement de méthode de présentation

Néant

4.2. Faits caractéristiques de l'exercice

L'activité 2021 s'est déroulée, comme en 2020, dans un contexte économique compliqué par la crise sanitaire COVID-19 et les conséquences directes et indirectes des confinements (totaux ou partiels) sur les économies des différents pays où les produits de Lumibird SA sont vendus. Durant cette période, les sites de la société, et de ses filiales (de production comme de commercialisation) sont restés ouverts et toutes les mesures ont été prises pour assurer la sécurité des personnes. L'activité est restée importante, et la société n'a pas eu à souffrir d'annulation de commandes et/ou d'arrêts de contrats.

Parallèlement, Lumibird SA, qui disposait déjà d'une structure financière saine, a continué ses efforts d'optimisation financière, toujours dans l'objectif de se doter des moyens d'accompagner le développement de son Groupe :

- La société a mis en place :
  - 2 lignes de 5 millions d'euros chacune auprès de BPI financement, d'une durée respective de 9 ans et 9 mois d'une part, 10 ans d'autres part et incluant toutes un différé de

remboursement de 8 trimestres, rémunérées aux taux respectifs de 1,27% et 1,02%, et assorties de gage espèces pour un montant global de 0,5 million d'euros ;

- Un ligne de 4 millions d'euros destinée au financement d'actif dédié ;

- Lumibird SA a également tiré le solde disponible de la ligne obligataire mise en place en 2020. Ce tirage, d'un montant de 22,5 millions d'euros, porte le montant de la dette au bilan à 40,0 millions d'euros.

Enfin, Lumibird, dans le cadre de ses activités de holding :

- A participé à la consolidation du capital de sa filiale Lumibird LTD, en procédant à une augmentation de capital par incorporation partielle de compte-courant à hauteur de 2 716 K€ ;

- A initié des opérations de simplification de son périmètre de filiale, en procédant à la cession - à Eliase (société fille détenue à 100%) - de ses participations dans les sociétés Atlas et Sofilas. Cette opération a été précédée d'abandons de créances visant à la reconstitution des capitaux propres des sociétés concernées, induisant une charge nette de 158 K€ ; suite à cette cession, Eliase a absorbé les sociétés Atlas et Sofilas par transmission universelle de patrimoine ;

- A créé les sociétés Lumibird Transport, détentrice de l'avion privé du Groupe, et Lumibird Photonics Sweeden, destinée à accueillir l'activité télémètre défense de l'opérateur Saab, en suède, pour laquelle un accord de cession a été signé par Saab et Lumibird en 2021. Cette acquisition devrait intervenir sur le 1er semestre 2022 ;

- A procédé à l'acquisition de 37% du capital de la société CILAS pour une valeur de 7,5 millions d'euros.

4.3. Notes relatives aux postes du bilan

4.3.1. Immobilisations incorporelles

Les frais afférents aux brevets et marques sont amortis linéairement sur une durée de 10 ans.

Les logiciels acquis sont évalués à leur coût d'acquisition et sont amortis linéairement sur trois ans.

Les malis de fusion, correspondant aux fonds de commerce des sociétés absorbées, étant des actifs d'une durée d'utilisation indéterminable, ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel (impairment test basé sur les cash-flow futurs).

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges.

4.3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les durées et les méthodes les plus couramment retenues sont les suivantes :

Nature	Durée	Méthode
Matériels Industriels	3 à 10 ans	Linéaire
Agencements Matériels Industriels	5 ans	Linéaire

Installations générales	10 ans	Linéaire
Matériels de transport	5 ans	Linéaire
Matériels informatiques	3 à 5 ans	Linéaire
Matériels de bureau	4 à 7 ans	Linéaire
Mobiliers de bureau	10 ans	Linéaire

4.3.3. Immobilisations financières – Titres de participation

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la situation financière des sociétés le justifie notamment eu égard à la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows futurs actualisés (DCF), représentant la meilleure estimation par la Direction financière de l'ensemble des conditions économiques.

4.3.4. Stocks et En-cours

Méthode :

La méthode de valorisation est basée sur le principe du prix moyen pondéré (PMP).

Valorisation :

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits finis et les travaux en-cours comprennent les consommations matières et les charges directes de production sur la base de l'activité normale à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage et sont valorisés selon la méthode de l'avancement.

Dépréciations :

Lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur du montant de la différence.

Une dépréciation est déterminée pour tenir compte de la rotation lente du stock ou de la destination de certains matériels (matériel de démonstration par exemple).

4.3.5. Créances

Les créances sont valorisées en valeur nominale. Elles sont dépréciées sur la base d'une analyse au cas par cas lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Ce risque est apprécié en tenant compte des assurances crédit éventuellement souscrites.

Elles sont constituées par les ventes de biens et services produits. Pour les transactions qui ne comprennent que des services, la créance n'est comptabilisée que lorsque les services sont rendus.

4.3.6. Valeurs mobilières de placement

La société a souscrit un contrat de liquidité afin de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de ses titres. Les opérations effectuées pour son compte par la société de bourse signataire du contrat sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement.

Les actions propres sont évaluées sur la base de la moyenne des cours de clôture du mois de décembre.

4.3.7. Créances et dettes en monnaies étrangères

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont comptabilisées au cours de change de la date de facturation. A la fin de l'exercice, les créances et dettes sont valorisées au cours de change officiel de clôture. Un écart de change positif ou négatif est constaté et comptabilisé. Une provision pour risque de change est constatée pour couvrir le risque de perte latente.

4.3.8. Indemnités retraites

A leur départ en retraite, les employés perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions conventionnelles. La société n'ayant signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite, son engagement se limite donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

La politique est de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice du paiement effectif de la dette.

4.3.9. Garantie

Les produits vendus bénéficient d'une garantie couvrant les frais de réparation éventuels pendant des durées variant de un à trois ans. Une provision est établie, au moment de la vente des produits concernés, pour couvrir le coût estimé de cette garantie.
La provision pour garanties données aux clients est calculée en comparant le chiffre d'affaires réalisé sur les 3 dernières années et ventilée par période de garantie, aux dépenses de garantie faites durant les 2 dernières années.

4.3.10. Autres provisions

Les autres provisions sont destinées à couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables à la date de clôture. Elles ont un caractère estimatif quant à leur montant.

4.4. Notes relatives aux postes du compte de résultat

4.4.1. Chiffre d'affaires

Les revenus sont constitués par les ventes de biens et services produits. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens. Pour les transactions ne comprenant que des services, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus. Pour le chiffre d'affaires et les résultats relatifs aux contrats de prestation de services, la société applique la méthode du pourcentage d'avancement. Si le montant des prestations réalisées est supérieur au montant des prestations facturées, la différence figure en factures à établir ; dans le cas contraire, elle est comptabilisée en produits constatés d'avance. Toute perte à terminaison probable est immédiatement comptabilisée.

Pour les contrats à long terme (i.e. s'étalant sur plus de 12 mois) incluant généralement des phases d'études et de définitions de produits et composants, le chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement en mesurant le % de réalisation des dépenses par rapport à l'enveloppe globale incluant : études, approvisionnements, main d'œuvre directe et indirecte, encadrement et aléas. Afin de limiter au maximum les risques quant à la reconnaissance du chiffre d'affaires (principalement son anticipation), le contrat est découpé en phases ou livraisons avec des dépenses associées. La performance de chaque élément du contrat est donc comptabilisée immédiatement et les coûts liés à des inefficiences (pertes de matières, coûts de main d'œuvre inattendus …) sont constatés en charge.

4.4.2. Continuité d'exploitation

Compte tenu des commandes déjà enregistrées et de l'évolution de l'activité, la Direction considère que la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause pour les 12 mois à venir.

4.5. Société consolidante

Lumibird SA, dont le siège social est sis 2 rue Paul Sabatier – 22300 Lannion - France est la société mère consolidante du Groupe Lumibird. Les états financiers du Groupe Lumibird sont disponibles à cette adresse.

LUMIBIRD est également intégrée :

- dans le Groupe Esira, dont la société mère, Esira, est située 2 rue Paul Sabatier – 22300 Lannion - France

- dans le Groupe Clervie dont la société mère, Clervie, est située 2 rue Paul Sabatier – 22300 Lannion - France

4.6. Informations relatives aux postes de bilan

Note 1 - Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur brute En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Clôture
	-	-	-	-	
Frais d'établissement	-	-	-	-	
Frais de recherche & développement	-	-	-	-	
Logiciels, concessions, brevets	23	-	-	-	23
Droits au bail	-	-	-	-	
Fonds commerciaux	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles	619	181	-	-	800
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	
Avances et acomptes sur immos incorporelles	-	-	-	-	
	-	-	-		
Immobilisations incorporelles	**642**	**181**	-	-	**822**
			-		
	-	-	-	-	
Terrains	-	-	-	-	
Constructions	41	18	-	-	59
Installations techniques	117	-	-	-	117
Autres immobilisations corporelles	966	53	-	(0)	1 019
Immeubles de placement	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles en cours	4	59	-	(0)	62
Avances et acomptes sur immos corporelles	-	-	-	-	
	-	-	-		
Immobilisations corporelles	**1 127**	**130**	-	**(0)**	**1 257**
Total actif immobilisé incorporel et corporel	**1 769**	**311**	-	**(0)**	**2 079**

Amortissements et Provisions En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Clôture
Frais d'établissement - Amort.	-	-	-	-	
Frais de recherche - Amort.	-	-	-	-	
Logiciels, concessions, brevets - Amort.	(23)	(0)	-	0	(23)
Droits au bail - Amort.	-	-	-	-	-
Fonds commerciaux - Amort.	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles - Amort.	(466)	(100)	-	(0)	(566)
			-		
			-		
Frais d'établissement - Perte de valeur	-	-	-	-	
Frais de recherche - Perte de valeur	-	-	-	-	
Logiciels, concessions, brevets - Perte de valeur	-	-	-	-	
Droits au bail - Perte de valeur	-	-	-	-	
Fonds commerciaux - Perte de valeur	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles - Perte de valeur	-	-	-	-	
Immobilisations incorporelles en cours - Perte de valeur	-	-	-	-	
			-		
			-		
Immobilisations incorporelles Amort et Dépréciations	**(489)**	**(100)**	-	**(0)**	**(589)**
Terrains - Amort.	-	-	-	-	
Constructions - Amort.	(4)	(5)	-	-	(9)
Installations techniques - Amort.	(34)	(10)	-	-	(43)
Autres immobilisations corporelles - Amort.	(815)	(65)	-	(0)	(880)
Immeubles de placement - Amort.	-	-	-	-	
			-		
			-		
Terrains - Perte de valeur	-	-	-	-	
Constructions - Perte de valeur	-	-	-	-	
Installations techniques - Perte de valeur	-	-	-	-	
Autres immobilisations corporelles - Perte de valeur	-	-	-	-	
Immeubles de placement - Perte de valeur	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles en cours - Perte de valeur	-	-	-	-	
			-		
	-	-	-		
Immobilisations corporelles Amort et Dépréciations	**(853)**	**(79)**	-	-	**(932)**
Amortissements et dépréciations immobilisations incorporelles et corporelles	**(1 342)**	**(179)**	-	**(0)**	**(1 521)**

Valeur nette En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Clôture
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Frais de recherche & développement	-	-	-	-	-
Logiciels, concessions, brevets	0	(0)	-	0	0
Droits au bail	-	-	-	-	-
Fonds commerciaux	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	153	80	-	(0)	233
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immos incorporelles	-	-	-	-	-
	-	-	-		
Immobilisations incorporelles	**153**	**80**	-	**(0)**	**233**
			-		
Terrains	-	-	-	-	-
Constructions	36	14	-	-	50
Installations techniques	83	(10)	-	(0)	73
Autres immobilisations corporelles	151	(11)	-	(0)	140
Immeubles de placement	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	4	59	-	(0)	62
Avances et acomptes sur immos corporelles	-	-	-	-	-
	-	-	-		
Immobilisations corporelles	**274**	**51**	-	**(0)**	**325**
Total actif immobilisé incorporel et corporel	**427**	**132**	-	**(0)**	**558**

Note 2 - Tableau des immobilisations financières

Valeur brute En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Mouvements sur le capital	Autres variations	Clôture
Titres de participation	159 086	-	(5 040)	102	1 797	**155 946**
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-	7 500	-		949	**8 449**
Créances rattachées à des participations	22 500	-	(1 253)		-	**21 247**
Prêts	364	20	-		(0)	**384**
Dépôts et cautionnements versés	1 414	507	(1)		-	**1 920**
Autres créances immobilisées	2 183	-	(2 183)		-	**0**
Actions propres	2 962	1 993	(1 978)		0	**2 976**
	-	-	-		-	
Immobilisations financières	**188 508**	**10 020**	**(10 455)**	**102**	**2 745**	**190 921**
Dépréciations En KE	**Ouverture**	**Augmentations**	**Diminutions**	**Mouvements sur le capital**	**Autres variations**	**Clôture**
Titres de participation - Perte de valeur	(15 120)	-	5 037		949	**(9 134)**
Titres Immobilisés de l'activité de portefeuille Dépréciations	-	-	-		(949)	**(949)**
Créances rattachées à des participations Dépréciations	-	-	-		-	
Prêts Dépréciations	-	-	-		-	
Dépôts et cautionnements versés Dépréciations	-	-	-		-	
Autres créances immobilisées Dépréciations	-	-	-		-	
Actions propres - Perte de valeur	-	-	-		-	-
			-		-	
Immobilisations financières Dépréciations	**(15 120)**	**-**	**5 037**	**-**	**-**	**(10 082)**
Valeur nette En KE	**Ouverture**	**Augmentations**	**Diminutions**	**Mouvements sur le capital**	**Autres variations**	**Clôture**
Titres de participation	143 967	-	(2)	102	2 745	146 813
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-	7 500	-	-	(0)	7 500
Créances rattachées à des participations	22 500	-	(1 253)	-	-	21 247
Prêts	364	20	-	-	(0)	384
Dépôts et cautionnements versés	1 414	507	(1)	-	-	1 920
Autres créances immobilisées	2 183	-	(2 183)	-	-	0
Actions propres	2 962	1 993	(1 978)	-	0	2 976
	-	-	-		-	
Immobilisations financières	**173 388**	**10 020**	**(5 418)**	**102**	**2 745**	**180 839**

Titres de Participation

Tableau des filiales et participations

Filiales françaises

Exercice 2021	Capital	Capitaux propres autres que capital	QUOTE-PART % CAPITAL DETENU	Valeur nette comptable	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des avals et cautions donnés par la société	CA HT DE L'EXERCICE	Résultat Net	Dividendes intra groupe reçus
VELDYS	1	- **181**	99,00%	**1**	**40**		**268**	- 22	
KEOPSYS INDUSTRIES	1 795	**5 586**	100,00%	**4 500**	**14 609**		**24 535**	1 529	1 300
SENSUP	500	- **367**	100,00%	**2 155**	**938**		**685**	- 572	
QUANTEL MEDICAL IMMO	1	**81**	1,00%	**0**	**-**		**629**	427	
QUANTEL TECHNOLOGIES	1 753	**1 221**	100,00%	**1 764**	**14 418**		**16 728**	1 007	450
ELIASE	100	- **10**	100,00%	**100**	**-**		**-**	- 3	
LUMIBIRD MEDICAL	116 652	**502**	100,00%	**116 652**	**22 117**		**-**	- 86	
LUMIBIRD TRANSPORT	100	- **209**	100,00%	**100**	**4 084**		**117**	- 209	

Filiales étrangères

Exercice 2021	Capital	Capitaux propres autres que capital	QUOTE-PART % CAPITAL DETENU	Valeur nette comptable	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des avals et cautions donnés par la société	CA HT DE L'EXERCICE	Résultat Net	Dividendes intra groupe reçus
QUANTEL USA	16 691	- **6 633**	100,00%	**5 975**	**3 140**		**13 452**	1 195	
LUMIBIRD INC	4	**2 238**	100,00%	**-**	**664**		**14 642**	929	
LUMIBIRD JAPAN	75	**92**	100,00%	**100**	**1 102**		**3 874**	117	
LUMIBIRD CHINA	220	- **452**	100,00%	**200**	**-**		**4 688**	218	
LUMIBIRD LTD	2 779	- **697**	100,00%	**2 716**	**1 019**		**3 958**	426	
HALO-PHOTONICS	0	**2 699**	100,00%	**12 518**	**0**		**587**	- 450	
LUMIBIRD PHOTONICS SWEDEN AB	32	- **8**	100,00%	**32**	**329**		**-**	- 8	

Faits significatifs de la période

Au cours de l'exercice 2021, Lumibird SA :

- A créé les sociétés Lumibird Transport et Lumibird Photonics Sweeden ;
- A procédé à la restructuration du capital de sa filiale Lumibird LTD (par incorporation de son compte-courant pour un montant de 2 716 K€, cette opération ayant conduit à augmenter la valeur des titres Lumibird LTD détenus par Lumibird SA du même montant (variation enregistrée dans la colonne « autres variations ») ;
- A cédé sa participation dans les sociétés Atlas et Sofilas à sa filiale Eliase. La valeur brute des titres cédés s'élève à 5 039 K€, la valeur nette à 2 K€.

Valorisation des participations

La société Lumibird procède, chaque année, à une évaluation des titres de participation détenus, selon la méthode précisée au point 1.3.3 des présentes annexes. L'analyse réalisée en 2021 n'a pas mis en évidence la nécessité de procéder à un ajustement des provisions pour dépréciation antérieurement constatées.

Titres immobilisés de l'activité de portefeuille

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille correspondent :

- Aux titres de la société Cilas, acquis en 2021 pour 7,5 M€, et représentant 37% du capital de cette société
- Aux titres de la société Medsurge, provisionnés à 100%

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont constituées :

- Du prêt long terme d'un montant initial de 22,5 M€ accordé par Lumibird SA à sa filiale Lumibird Medical dans le cadre de l'acquisition d'Ellex, en 2020. Ce prêt, comptabilisé sur la ligne « créances rattachés à des participations », rémunéré au taux de 1,7%, a une échéance au 1er juillet 2030 ;

- de dépôts et cautionnements. Ils correspondent principalement aux gages espèces déposés dans le cadre d'emprunts ou de ligne de crédit contractés auprès de la BPI (1 700 K€) et dans une moindre mesure aux dépôts de garantie sur le bâtiment des Ulis pour 170 K€ ;

- La part financée des créances CIR et CICE. Courant 2021, l'ensemble des créances préfinancées sont arrivées à échéance et ont été soldées.

Note 3 – Stocks

Valeur brute

Etat des stocks et en-cours En KE	BRUT	Dépréciations	NET 31/12/2021	NET 31/12/2020
Stocks de matières premières et autres appro.	90	(1)	88	20
Stocks d'en-cours de biens et services	-	-	-	-
Stocks de produits	1 946	(80)	1 866	682
Stocks de marchandises	49	(0)	49	0
Total stocks et en-cours	**2 085**	**(82)**	**2 004**	**702**

Provision

Dépréciations En KE	Ouverture	Dotation	Reprises (-)	Autres variations	Clôture
Stocks de MP et autres appro. - Perte de valeur	33		(31)	(0)	**1**
Stocks d'en-cours et services - Perte de valeur	-		-	-	**-**
Stocks de produits - Perte de valeur	107		(27)	-	**80**
Stocks de marchandises - Perte de valeur	14		(14)	0	**0**
Provisions pour dépréciation de stocks	**153**	**-**	**(71)**	**(0)**	**82**

Note 4 - Créances

Etat des créances En KE	Montants bruts	Montants bruts		
	31/12/2020	31/12/2021	Moins 1 an	Plus 1 an
Actif immobilisé			-	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		8 449		
Créances rattachées à des participations	22 500	21 247	-	21 247
Prêts	364	384		384
Dépôts et cautionnements versés	1 414	1 920		1 920
Autres créances immobilisées	2 183	-		-
Actions propres	2 962	2 976		2 976
Autres immobilisations financières	**29 422**	**34 975**	**-**	**26 526**
Avances et acomptes versés sur commandes	**1**	**3**	**3**	
Clients et comptes rattachés	**18 270**	**15 594**	**15 594**	
Créances sur personnel & org sociaux	18	19	19	
Créances fiscales hors IS	1 295	3 377	3 377	
Créances liées à l'intégration fiscale	1 606	3 110	3 110	
Etat impôt sur les bénéfices	5 118	7 282	29	7 253
Comptes courants	35 599	55 181	55 181	
Créances diverses	523	459	459	
Avoirs à recevoir	3 973	2	2	
Autres créances	**48 132**	**69 431**	**62 178**	**7 253**
Charges constatées d'avance	785	749	749	
Charges à répartir	1 205	1 130	1 130	
Ecarts de conversion actifs	642	139	139	
Total actif circulant	**69 035**	**87 046**	**79 793**	**7 253**

Au 31 décembre 2021, les créances d'impôts sont principalement composées des crédits d'impôts recherche 2019 à 2021 du groupe d'intégration fiscale non imputées sur les acomptes d'impôts sociétés.

Note 5 – Contrat de liquidité

Au 31 décembre 2021, les moyens mis à disposition du prestataire de service d'investissement dans le cadre du contrat de liquidité sont les suivants :

- 15 417 actions ;
- 656 318,13 euros en espèces.
-

Nombre d'actions auto-détenues au 31 décembre 2021	15 417
Nombre de titres achetés du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	116 807
Nombre de titres vendus du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	124 888
Cours moyen des achats	17,06 €
Cours moyen des ventes	17,62 €
Prix de revient moyen unitaire des titres en portefeuille au 31 décembre 2021	19,91 €

Note 6 - Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance En KE	**31/12/2020**	**31/12/2021**
Crédit-bail immobilier / Loyer	220	173
Locations / crédit-bail mobilier	33	86
Sécurité - entretien et réparation	46	-
Assurances	8	14
Honoraires / Etudes	219	241
Voyages et déplacements	-	-
Poste / Telecom / Web	0	-
Foires, expositions, séminaires	66	67
Licences	-	150
Divers	192	18
		0
Total Charges constatées d'avance	**785**	**749**

Note 7 - Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres En KE	Capital	Primes liées au capital	Réserves légales	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat Net	Subventions	Total capitaux propres et réserves
Situation au 31/12/2019	**18 430**	**54 561**	**240**	**153**	**(2 838)**	**7 829**		**78 375**
Affectation de résultat			1 603		6 226	(7 829)		-
Résultat Net						75 904		75 904
Augmentation de capital	4 037	31 542						35 579
Autres	-	-	-	-	(0)		-	(0)
Situation au 31/12/2020	**22 467**	**86 103**	**1 843**	**153**	**3 388**	**75 904**		**189 858**
Affectation de résultat			404		75 500	(75 904)		-
Résultat Net						3 829		3 829
Augmentation de capital								
Distribution de dividendes								
Autres	-	-	-	-	0		-	0
Situation au 31/12/2021	**22 467**	**86 103**	**2 247**	**153**	**78 888**	**3 829**		**193 687**

Au 31 Décembre 2021, le capital social est composé de 22 466 882 actions de 1 Euros chacune, soit 22 466 882 €. Elles étaient détenues au 31 décembre 2021 par :

	Nb d'actions	% du capital	Nb droits de vote (1)	% droits de vote (2)
ESIRA (3)	11 667 290	51,93%	17 777 747	62,12%
Cadres du Groupe	4 209	0,02%	8 418	0,03%
Auto-détention	260 536	1,16%	NA	NA
7 Industries Hoding B.V(4)	1 706 649	7,60%	1 706 649	5,96%
Amira Gestion(5)	1 048 188	4,67%	1 048 188	3,66%
Autres dont public	7 780 010	34,63%	8 079 388	28,23%
TOTAL	**22 466 882**	**100%**	**28 620 390**	**100%**

(1) Droits de vote exerçables en assemblée générale des actionnaires.
(2) Les pourcentages de droits de vote exprimés dans ce tableau sont calculés sans tenir compte des actions auto-détenues par la Société qui sont privées de droits de vote en application des dispositions de l'article L.225-210 du Code de commerce, soit sur un nombre total de droits de vote réels de 28 620 390 au 31 décembre 2021.
(3) La société ESIRA est une société par actions simplifiée, dont le capital est détenu majoritairement par Monsieur Marc Le Flohic, Président-Directeur général de la Société.
(4) 7 Industries Hoding B.V est une société contrôlée par Madame Ruthi Wertheimer.
(5) Société de gestion de portefeuille agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

Note 8 – Actions Gratuites

Le Conseil d'administration a, au cours de sa réunion du 1er avril 2019, décidé l'attribution gratuite de 182.000 actions au profit de 39 collaborateurs de la Société et de certaines sociétés liées. La date d'acquisition définitive des actions gratuites a été fixée au 1er avril 2022, soit une période d'acquisition de trois ans, sous réserve que :

- le bénéficiaire ait été de façon continue et ininterrompue, au cours de la période d'acquisition, et soit, au terme de la période d'acquisition, titulaire d'un contrat de travail valide au sein de la Société ou d'une société liée au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ; et
- les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration soient atteintes.

Au 31 décembre 2021, sur les 182.000 actions gratuites qui ont été formellement attribuées aux bénéficiaires, 166.000 sont encore en vigueur, 16.000 actions étant caduques en raison du départ des bénéficiaires.

Par ailleurs, il vous est précisé qu'au cours de sa séance du 31 mars 2020, le Conseil d'administration a décidé l'adoption d'un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions au profit de deux salariés du Groupe, contenant des termes identiques à ceux du plan décidé par le Conseil d'administration du 1er avril 2019 à l'exception de la période d'acquisition qui a été fixée à deux ans, soit arrivant à échéance le 1er avril 2022. Au 31 décembre, sur les 6 000 actions gratuites attribuées à ces bénéficiaires, 6 000 sont encore en vigueur.

Enfin, au cours de sa séance du 21 septembre 2021, le Conseil d'administration a décidé l'adoption d'un nouveau plan d'attribution au profit de plusieurs catégories de salariés du Groupe représentant un total de 84 collaborateurs et 291.000 actions. La date d'acquisition définitive des actions gratuites a été fixée à la date d'arrêté des comptes 2023, soit une période d'acquisition de 2 ans et 5 mois, sous réserve que :

- le bénéficiaire ait été de façon continue et ininterrompue, au cours de la période d'acquisition, et soit, au terme de la période d'acquisition, titulaire d'un contrat de travail valide au sein de la Société ou d'une société liée au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ; et
- les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration soient atteintes.

Au 31 décembre 2021, compte tenu des bénéficiaires ayant d'ores et déjà quitté le Groupe, ceux ayant refusé le plan et ceux ne l'ayant pas encore formellement accepté, il est considéré que 228 000 actions gratuites sur les 291 000 actions gratuites proposées, sont en vigueur.

La valeur des plans d'attribution a été déterminée de la manière suivante :

Plan d'actions gratuites	Plan du 01/04/2019	Plan du 31/03/2020	Plan du 21/09/2021
Nombre d'actions gratuites totales attribuées	182 000	6 000	291 000
Date du conseil décidant l'attribution	01/04/2019	31/03/2020	21/09/2021
Fin de la période d'acquisition	01/04/2022	01/04/2022	Arrêté cptes 2023
Cours de l'action à la date d'attribution (B)	15,3	7,8	17,0
Forfait social (C)	20%	20%	20%
Valeur du plan au 01/04/2022 (A*B*(1+C))	3 047 760 €	56 232 €	4 651 200
Nombre d'actions gratuites annulées / refusées	16 000		30 000
Nombre d'actions gratuites en attente			33 000
Nombre d'actions restantes à la date d'acquisition	166 000	6 000	261 000
Nombre d'actions restantes au 31/12/2021 (A)	166 000	6 000	228 000

Note 9 - Provisions

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES En KE	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Clôture
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	
Total I	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Provisions pour litiges	76	-	**(64)**	-	(12)	**-**
Provisions pour garanties	27	0	-	-	-	**27**
Provisions pour pertes de change	642	140	**(642)**	-	-	**140**
Autres provisions pour risques	107	440	**(32)**	-	(75)	**440**
Provisions pour pensions et retraites	-	-	-	-	-	
Provisions pour charges	-	-	-	-	-	
Total II	**852**	**580**	**(738)**	**-**	**(87)**	**607**
Total provisions pour risques et charges	**852**	**580**	**(738)**	**-**	**(87)**	**607**

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES En KE		Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées
Dotations / reprises exploitation	-	580	**(706)**	-
Dotations / reprises financières	-	-	**(32)**	-
Dotations / reprises exceptionnelles	-	-	-	-
Total dotations / reprises		**580**	**(738)**	**-**

Note 10 – Etat des dettes

Etat des dettes En KE	31/12/2020	31/12/2021	Moins 1 an	Plus 1 an
Emprunts obligataires	17 500	40 000		40 000
Dettes financières et découverts bancaires	50 978	53 045	9 060	43 985
Total emprunts et dettes financières	**68 478**	**93 045**	**9 060**	**83 985**
Avances acomptes reçus sur commandes	**833**	**1 707**	**1 707**	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**25 078**	**34 964**	**33 893**	**1 071**
Dettes sociales	2 004	2 374	2 374	
Dettes fiscales (hors IS)	261	183	183	
Dettes liées à l'intégration fiscale	5 734	2 698	2 698	
Etat impôt sur les bénéfices	3	135	135	
Comptes courants groupe	1 056	1 572	1 572	
Autres dettes	459	459	459	
Autres dettes d'exploitation	**9 518**	**7 421**	**7 421**	**-**
Produits constatés d'avance	2 510	914	914	
Comptes de régularisation	466	507	507	
Total passif circulant	**38 405**	**45 512**	**44 441**	**1 071**
Total dettes	**106 883**	**138 557**	**53 501**	**85 056**

Emprunts et dettes financières

Etat des emprunts

Emprunts et dettes financières En KE	31/12/2020	31/12/2021
Emprunts obligataires	**17 500**	**40 000**
Dettes financières bancaires	48 815	52 891
Avance liée au CIR	1 766	
Avance liée au CICE	261	
Emprunts et dettes financières divers	0	-
Intérêts sur emprunts	84	140
Découverts bancaires	53	14
Total emprunts et dettes financières	**68 478**	**93 045**
Disponibilités	54 468	62 530
Dettes financières nettes	**14 010**	**30 515**

Tableau de variation des emprunts

Valeurs en EUR	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Clôture
Emprunts obligataires	17 500	22 500	-	-	**40 000**
Dettes financières bancaires	48 815	14 013	(9 936)	-	**52 891**
Avance liée au CIR	-	-	-		
Avance liée au CICE	-	-	-		
Emprunts et dettes financières divers	2 027	-	(2 027)	0	**-**
Intérêts sur emprunts	84	56	-	0	**140**
Découverts bancaires	53	(38)	-	-	**14**
Total emprunts et dettes financières	**68 478**	**36 530**	**(11 963)**	**0**	**93 045**
Disponibilités	54 468	8 163	-	(101)	**62 530**
Dettes financières nettes	**14 010**	**28 367**	**(11 963)**	**101**	**30 515**

Au cours de l'exercice 2021, la société a :

- Mis en place 2 lignes de 5 millions d'euros chacune auprès de BPI financement, d'une durée respective de 9 ans et 9 mois d'une part, 10 ans d'autres part et incluant toutes un différé de remboursement de 8 trimestres, rémunérées aux taux respectifs de 1,27% et 1,02%, et assorties de gage espèces pour un montant global de 0,5 million d'euros ;

- Procédé, pour 22,5 millions d'euros, au tirage complémentaire de la ligne obligataire mise en place fin 2020 : d'un montant initial tiré de 17,5 millions d'euros, le montant total de la ligne obligataire s'élève désormais à 40,0 millions d'euros . Il est rappelé que cette dette obligataire, remboursable in fine le 1er décembre 2027, porte intérêt à 3,30%.

La dette d'acquisition du Groupe, bancaire (tirée pour 17,5 millions d'euros) et obligataire (pour 40,0 millions d'euros), est assorti de deux ratios, testés annuellement au 31 décembre, dont le non-respect entraine l'exigibilité de la dette :

- Un ratio de levier (ratio de l'endettement net consolidé sur l'EBE consolidé) ne devant pas excéder un maximum, dégressif, passant progressivement de 3,50 (borne haute) au 31 décembre 2020 à 2,75 (borne basse) au 31 décembre 2026 :
- Un ratio de couverture (ratio du cash-flow consolidé sur le service de la dette) qui doit être supérieur à 1 tout au long du crédit.

Au 31 décembre 2021, le Groupe respectait l'ensemble de ses ratios financiers.

Note 11 – Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance En KE	31/12/2020	31/12/2021
PCA sur contrats	2 407	749
Autres PCA divers	103	165
Total Produits constatés d'avance	**2 510**	**914**

Note 12 – Produits à recevoir / Charges à payer

Produits à recevoir

Produits à recevoir En KE	31/12/2020	31/12/2021
Contrats LT	3 345	2 612
Autres Factures à établir	687	351
Créances fiscales et sociales	18	18
Total Produits à recevoir	**4 050**	**2 981**

Charges à payer

Charges à payer En KE	31/12/2020	31/12/2021
Factures non parvenues	10 236	15 431
Dettes sur congés payés	520	521
Autres dettes fiscales et sociales	1 749	2 137
Avoirs à obtenir	3 973	2
Intérêts courus sur emprunts	84	140
		(0)
Total Charges à payer	**16 561**	**18 231**

Note 13 – Ecart de conversion

Ecarts de conversion actif En KE	31/12/2020	31/12/2021
Clients	99	15
Fournisseurs	2	72
Comptes courants	497	52
Divers	45	-
		(0)
Total Ecart de conversion actif	**642**	**139**
Ecarts de conversion passif En KE	**31/12/2020**	**31/12/2021**
Fournisseurs	437	-
Clients	24	26
Comptes courants	1	480
Divers	4	-
Total Ecart de conversion passif	**466**	**507**

4.7. Informations sur les postes du compte de résultat

Note 14 - Chiffre d'affaires

Total des ventes

Chiffre d'affaires En KE	31/12/2020	31/12/2021
Ventes de marchandises	48	437
Production vendue de biens	52 629	62 450
Production vendue de services	8 204	10 176
Produits des activités annexes	4 136	1 930
Chiffre d'affaires	**65 017**	**74 993**
Dont Export=	43 618	56 692

Répartition des ventes par zones géographiques

Répartition des ventes export par zones géographiques En KE	31/12/2020	31/12/2021
Hong-Kong	3 136	2 678
Etats-Unis	10 237	11 264
Allemagne	3 508	4 290
Corée du sud	3 364	2 272
Chine	5 080	8 439
Autriche	2 099	2 153
Suisse	2 818	4 130
Israel	-	8 249
Autres pays	13 374	13 216
Chiffre d'affaires export par zone	**43 618**	**56 692**

Note 15 - achats consommés

Achats consommés En KE	31/12/2020	31/12/2021
Achats matières premières et autres appro.	7 175	15 814
Achats d'études et de prestations de services	-	
Autres achats	26	42
Achats non stockés de matériel et fournitures	260	-
Achats d'électricité et gaz	-	286
Achats d'eau	-	10
Achats de carburant	-	
Achats de marchandises	31 646	31 869
Frais accessoires	-	19
Achats matières premières et autres appro. - PI	-	
Achats de marchandises - PI	-	
Achats de matières premières, marchandises et approvisionnements	**39 107**	**48 041**
Variation stocks MP et autres appro.	(22)	(38)
Variation de stocks de marchandises	11	(35)
Variation de stocks	**(11)**	**(73)**
Achats consommés	**39 096**	**47 968**

Note 16 - dotations et reprises de provisions d'exploitation

Reprises sur provisions d'exploitation En KE	31/12/2020	31/12/2021
Reprise provision d'exploitation sur immobilisations		
Reprises provisions d'exploitation sur stocks	8	71
Reprises provisions d'exploitation sur actif circulant	15	329
Reprises provisions pour risques et charges d'exploitation	180	793
Reprise sur provisions d'exploitation	**203**	**1 193**
Dotations aux provisions d'exploitation En KE	**31/12/2020**	**31/12/2021**
Dotations d'exploitation sur immobilisations		
Dotations d'exploitation sur stocks	38	
Dotations d'exploitation sur actifs circulants	26	24
Dotations d'exploitation sur provisions pour risques et charges	744	580
Dotations aux provisions	**808**	**605**

Note 17 - Effectifs

	31/12/2020	31/12/2021
Etude et fabrication	5	5
Commercial	13	13
Administratif	40	46
Effectif à date	**58**	**64**
Effectif moyen employé	**60**	**62**

Note 18 - Résultat financier

Résultat financier En KE	31/12/2020	31/12/2021
Dividendes des participations consolidées	2 013	3 251
Produits des valeurs mobilières	-	1 287
Reprises sur provisions à caractère financier	4	34
Reprises financières prov titres consolidés	-	-
Gains de change sur opérations financières	4 661	677
Autres produits financiers	1 225	
Boni de fusion en résultat	-	
Autres produits financiers	-	
Produits financiers	7 903	5 250
Charges d'intérêts et charges assimilées	(728)	(3 921)
Charges nette sur cessions de VMP	-	
Dotations aux provisions à caractère financier	(2)	-
Dotations financières provisions sur titres consolidés	-	
Perte de change sur opérations financières	(184)	(41)
Autres charges financières	(1 716)	
Mali de fusion en résultat	-	
Charges financières	(2 630)	(3 962)
RESULTAT FINANCIER	**5 273**	**1 287**

Dont 1287 KE de produits financiers afférents aux entitées liées
Dont -1987 KE de charges financières afférents aux entitées liées

Note 20 - Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel En KE	31/12/2020	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opération de gestion	106	9
Produits de cession d'actifs immobilisés	82 060	240
Reprises provisions exceptionnelles	-	5 037
Transferts de charges exceptionnelles	-	
Produits exceptionnels	82 165	5 287
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(12)	(70)
VNC actifs immobilisés	(12 016)	(5 058)
Dotations aux provisions exceptionnelles	-	
Charges exceptionnelles	(12 028)	(5 128)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**70 138**	**159**

Note 21 - Ventilation de l'impôt

Ventilation de l'impôt En KE	Résultat avant impôt et après participation	Réintégrations	Déductions	Résultat fiscal ventilé	Impôt dû	Résultat net
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 255	771	(1 099)	928	(246)	**1 010**
RESULTAT FINANCIER	1 287	1 663	(3 824)	(874)	232	**1 519**
Résultat courant avant résultat exceptionnel et avant impôt	**2 543**	**2 434**	**(4 923)**	**54**	**(14)**	**2 528**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	159	10 642	(5 037)	5 763	(1 527)	(1 368)
Déficits de l'Intégration Fiscale					903	903
Impôt sur les bénéfices - intégration fiscale					1 765	1 765
TOTAL	**2 702**	**7 474**	**(9 960)**	**215**	**1 127**	**3 829**

Note 22 – Intégration fiscale

La société Lumibird SA, tête de groupe, intègre fiscalement toutes les sociétés françaises qu'elle détient directement ou indirectement, à plus de 95%, au 1er janvier 2021.

La position fiscale du Groupe est la suivante sur l'exercice 2021 :

Déficits de l'intégration fiscale En KE	Ouverture	Variation	Clôture
Déficits de l'Intégration Fiscale	11 106	(3 409)	7 698
Taux d'imposition	28,1%		26,5%
Crédits d'impôts liés aux reports déficitaires	**3 122**		**2 040**

Le Groupe dispose au 31/12/2021 de 7 697 K€ de reports déficitaires et en a consommé -3 409 K€ sur l'exercice.

Hors intégration fiscale, la société Lumibird SA a supporté une charge d'impôt société de 215 K€ (hors crédit d'impôt).

Note 23 – Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations versées par Lumibird SA à ses dirigeants au cours de l'exercice 2021 se décomposent comme suit :

- Administrateurs non mandataires sociaux : 68 K€
- Administrateurs mandataires sociaux : 492 K€
- Dirigeants salariés non mandataires sociaux : 360 K€

Pour la rémunération des dirigeants salariés non mandataires sociaux, il a été tenu compte de la rémunération brute versée en 2021 aux personnes en charge des fonctions représentées au sein du Comité de Direction.

Note 24 - Opérations intervenues après la clôture

Nous n'avons pas eu connaissance de faits postérieurs à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

Le Groupe Lumibird est peu affecté par les tensions géopolitiques en Ukraine et en Russie que ce soit au niveau de ses ventes (moins de 2% du chiffre d'affaires du Groupe), de ses achats (approvisionnements sécurisés pour l'année 2022) ou du risque client.

4.8. Autres informations

Note 25 - Exposition au risque de change

Lumibird est exposé au risque de change dans le cadre de ses activités commerciales er dans le cadre de ses activités de holding.

Activité commerciales

La société Lumibird SA vend sa production en France, comme à l'étranger, à des clients en direct ou à ses filiales de commercialisation. La société Lumibird SA s'approvisionne en France et à l'étranger, et les opérations sont réalisées principalement en euros et dans une moindre mesure en dollars. Les achats dans d'autres devises sont non significatifs.

Sur l'exercice 2021 :

- 29% des ventes ont été réalisées en devise (exclusivement du dollar), soit 21,7 millions équivalent euros
- 29% des achats ont été réalisés en devises, ce qui correspondait à 19,4 millions équivalents euros. 94% de ces achats en devises ont été réalisés en dollars.

•L'exposition nette s'élève à 2,2 millions d'euros. Le résultat de change s'élève à +76 k€ sur l'exercice, comptabilisé en résultat d'exploitation.

Activité Holding

Lumibird SA est amené à avancer en compte-courant des sommes en devises à ses filiales, dans le cadre de ses prestations de gestion de trésorerie. Les sommes prêtées en devise le sont principalement en dollar. Le résultat de change lié à ces opérations est enregistré en résultat financier.

Note 26 - Engagements Hors bilan

Engagements nés dans le cadre de l'endettement

Engagements hors bilan donnés ou reçus dans le cadre de l'endettement	2020	2021
Créances professionnelles cédées	2 182	
Cautions ou lettres d'intention	500	500
- Gages et nantissements d'actifs incorporels et corporels		
- Gages et nantissements de titres	140 000	144 000
- Privilèges de prêteurs de deniers		
Sûretés réelles	140 000	144 000
Total	**142 682**	**144 500**

Dans le cadre de l'émission de la dette d'acquisition de 2019, la société a mis en place un CAP sur un montant de 10,5 millions d'euros courant sur la période du 1er juin 2021 au 1er juin 2024.

Engagements nés dans le cadre de l'activité courante

Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante	2020	2021
Créances cédées non échues		
Cautions données sur des marchés	116	66
- Nantissements d'actifs incorporels et corporels		
- Nantissements de titres		
Sûretés réelles	-	-
Total	**116**	**66**

Engagement d'avantages postérieurs à l'emploi

Les engagements et charges afférents aux régimes à prestations définies sont évalués chaque année en tenant compte des conditions suivantes :

Hypothèses calcul IFC	2020	2021
Table de mortalité générationnelle	85	85
Convention collective	métallurgie	métallurgie
Evolution des salaires (yc inflation)	1,50%	2,00%
Rotation des effectifs		
<41 ans	4,56%	3,95%
>41 ans et <50 ans	2,74%	2,37%
>50 ans	-	-
Taux d'actualisation	0,58%	0,67%

L'ANC a modifié la recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite. La méthode de calcul des engagements de retraite pour la

part des régimes à prestations définies a été revue sur l'exercice 2021 : l'engagement correspondant est désormais étalé sur la période de répartition des droits et non sur la durée de présence du salarié.

Le montant des engagements hors bilan en matière d'indemnités de départ en retraite à verser est estimé, à la date du bilan, à 835 K€. Au 31 décembre 2020, le montant de ces engagements s'élevait à 778 K€. En application de la nouvelle méthodologie, le montant de l'engagement s'élevait à cette même date à 687 K€.